

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2012)
Heft: 6

Vorwort: Editorial : l'armée fantôme
Autor: Froidevaux, Denis

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 30.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



23. Jan. 2013

Une patrouille d'explorateurs
du bat expl 1.

Editorial:

L'armée fantôme

Br Denis Froidevaux

Président, Société suisse des officiers (SSO)

Si vous avez aimé 2012 en matière d'incertitudes dans le domaine de la politique de sécurité en général et de l'armée en particulier, vous allez adorer 2013 !

Les chantiers seront nombreux et décisifs comme par exemple : la votation sur l'initiative du GSsA visant la suppression de l'obligation de servir, le programme d'armement 2012 et son très probable référendum contre la création du fonds spécial Gripen avec une votation prévue mi 2014, la suite des travaux liés à l'évolution de l'armée (DEVA), qui s'annoncent saignants si l'enveloppe budgétaire reste à 4,4 milliards comme le veut le Conseil fédéral. Nous avons devant nous une décision difficile, à savoir : acceptons nous la création d'une « armée bonzaï » ?

Aussi nous voilà donc, en Suisse plus qu'ailleurs, à la recherche d'un improbable consensus sur notre politique de sécurité. Improbable oui, pour ne pas dire impossible... corseté que nous sommes dans le traditionnel combat gauche-droite - corset intellectuel, doctrinal.

Finalement, n'est ce pas là le privilège d'un pays à l'abri des affres de l'histoire que celui de se chamailler sans cesse sur cette thématique. Pourtant ne nous y trompons pas : la sécurité est essentielle pour un Etat moderne qui entend conserver son indépendance, sa liberté, sa neutralité et in fine le bien être de ses habitants.

Ce à quoi nous devons faire face

Depuis la fin de la guerre froide, les conflits militaires se sont multipliés à travers la planète, les crises augmentent de manière exponentielle et les catastrophes de toute nature prennent une tournure inquiétante. Dans une Europe plus que jamais sans défense, à la remorque des Etats-Unis en matière de sécurité, alors que ceux-ci se détachent du vieux continent pour de nécessaires raisons de priorisation stratégique, nous voici face à des choix essentiels.

Pour y faire face, essayons de résumer les menaces auxquelles nous sommes appelés à faire face. Commençons par citer l'émergence durable de zones de non droit contrôlées par des groupes islamistes radicaux. Poursuivons par la prolifération nucléaire et balistique, ou le retour du risque de conflits interétatiques majeurs en Asie. En outre, comment fermer les yeux sur les risques marqués de déstabilisation dans les pays formant les marges de l'Europe, ou encore l'apparition d'Etats « faillis » au sein même de cette même Europe, sans parler de la montée des menaces dans le cyber espace.

Bref la règle des 3 C n'a jamais été autant d'actualité : catastrophes, crises, conflits. Conflits me direz-vous ? Oui parlons de ces conflits qui se déroulent sous des formes nouvelles. Ils sont à la fois terriblement conventionnels mais en même temps s'appuient sur des bouleversements technologiques spectaculaires qui redéfinissent les règles du « jeu » de la guerre.

L'exemple de l'utilisation de cybervirus dans le conflit qui oppose Israël et l'Iran, avant même toute forme de combat « officiels », ou encore l'utilisation de drones pour procéder à des frappes meurtrières en sont des démonstrations éclatantes.

En résumé, il est indispensable d'appréhender ces risques et ces menaces du monde d'aujourd'hui et de se positionner par rapport aux meilleures stratégies politiques et militaires et ceci en dehors de tout dogme politique. Le monde change, les menaces changent, mais le besoin de base subsiste : celui d'assurer à notre pays la protection et la préservation de ses intérêts stratégiques. Cela porte un nom : la politique de sécurité. Et cela se conçoit comme un système de chaîne dont la résistance se mesure à l'aune de son maillon le plus faible. Aucun Etat ne peut se payer le luxe de considérer l'option de voir son armée être le maillon faible.

Le terrain politique suisse

Face à ces réalités, on ne se lasse pas d'observer le Conseil fédéral qui se laisse porter par les courants idéologiques et idéalistes et sacrifie allégrement non seulement le POUVOIR-faire de notre armée, mais également le SAVOIR-faire sur l'autel des ressources financières.

Il veut faire croire à la population qu'une armée « canada dry » suffit, signifiant à peu près qu'elle a le goût d'une armée, la forme d'une armée mais elle n'en n'est pas une, car dénuée des ressources et des moyens nécessaires. Bref le Conseil fédéral entretient le mythe de notre armée, avec à la clef une « armée bonzaï. »

Il est des plus difficile pour un officier général, fût-il président de la SSO, d'admettre que le seul espoir réside dans le bon sens du parlement ou in fine du peuple.

Dans ce terreau fertile aux attaques, les stratèges du GSsA n'ont pas manqué l'occasion de lancer une nouvelle initiative dont ils ont le secret. Cette fois, ils s'attaquent à l'obligation de servir, en suggérant une modification de l'article 59 de la Constitution, en supprimant la notion d'obligation. Les stratèges de ce mouvement apolitique de gauche ne visent rien d'autre au mieux que de couper l'ancrage de l'armée dans la population ou au pire de supprimer purement et simplement l'armée.

Ne vous y trompez pas, les conséquences en cas d'acceptation dépassent largement le cadre de l'armée. C'est le système suisse

qui est visé et c'est bel et bien le rôle du citoyen versus rôle de l'Etat qui est en cause.

L'obligation de servir, une réalité incontournable pour la suisse

Le GSsA est conduit par des hommes et des femmes rusés, qui ont compris que l'attaque frontale ne fonctionne pas en suisse. C'est pourquoi ils utilisent le stratagème de la peau de mouton sur le dos du loup, pour pénétrer *incognito* dans la bergerie

La bouche en cœur, ils vous affirment de manière péremptoire qu'ils ne souhaitent pas la suppression de l'armée mais que la conscription est discriminatoire pour les jeunes suisses, que cela revient à appliquer le principe du travail forcé, que tous les autres pays ont abandonné ce modèle de servir, que la future armée ne réussira pas à incorporer l'ensemble des astreints et que de toute manière nous sommes à l'abri des risques et menaces pour l'éternité et *last but not least* selon son maître à penser, Jo Lang, que la véritable milice se fonde sur la libre adhésion.

On croit rêver. Pourtant vous ne rêvez pas! Il faut écouter et entendre les arguments des adversaires d'une politique de sécurité crédible en Suisse et ne pas tomber dans le travers qui consisterait à leur manquer de considération. C'est avec des arguments factuels qu'il faut convaincre la population de ce pays et pas en dénigrant ceux du GSsA.

Ces arguments sont connus, mais en voici, pour rappel, quelques lignes forces :

- Le modèle de servir doit toujours être corrélé à une stratégie politique et sécuritaire. Les pays qui ont choisi d'abandonner, ou de suspendre à l'instar de la France ou de l'Allemagne, l'obligation de servir, ont fait le choix de produire leur sécurité bien au-delà de leurs frontières politiques et de se projeter sur des théâtres d'opérations lointains souvent sous le leadership américain. A ce jour, ce n'est pas le modèle retenu par la Suisse.
- Une milice volontaire n'a rassemblé en Allemagne après l'abandon de la conscription obligatoire que 14% des jeunes Allemands (service militaire et service civil). Ce pourcentage ramené à l'échelle suisse signifierait 4'900 personnes par année, soit 5 fois moins qu'aujourd'hui. Toujours en Allemagne, seul 0,5% des effectifs potentiels ont été recrutés pour le service civil volontaire! Le volontariat est à l'armée ce que la carie est à une dentition saine...
- Le recrutement de volontaires sous l'angle qualitatif ne fonctionnera pas non plus. Il est évident que les meilleurs éléments privilégieront leur carrière, leur famille, leurs finances!
- A terme, la sélection des cadres subira un nivellement par le bas très dangereux pour la qualité des prestations.
- L'équilibre (très précaire actuellement) entre les différentes régions du pays, entre les langues, les cultures, les couches sociales sera difficile à assurer.
- Un exemple existe dans notre pays à propos de la milice volontaire: ce sont les femmes dans l'armée. Respect à elles, mais avec à peine 100 engagements par année, on perçoit bien les limites d'un tel système fondé sur le volontariat.

Aussi, un concept de sécurité ne peut reposer sur de telles bases sans mettre en péril la prestation attendue et dans le domaine de la sécurité cela n'est simplement pas acceptable, que dis-je, c'est irresponsable. Cela signifiera que la seule réserve stratégique physique du pays, dans un système sécuritaire de beau temps, sera incapable d'assurer sa mission ou alors plus tard, avec moins moyens, et moins longtemps.

Si l'on est un tant soit peu honnête, on doit admettre qu'aucun canton ne peut se passer du principe de subsidiarité, aucun canton ne peut imaginer se passer de cette réserve stratégique qu'est l'armée. Il est donc évident que ce modèle constituera un report de charges sur les cantons, dont les conséquences sont incalculables en terme financier et en termes de ressources.

Reste l'option de la professionnalisation, sous réserve d'une adaptation de l'article 58 de la constitution. Or la professionnalisation n'est pas un modèle adapté à la suisse. Pourquoi?

- Parce qu'une armée professionnelle est un Etat dans l'Etat, ce qui dans un pays de quelque 8 mio d'hab pose des problèmes très délicats de confusion dans la répartition des compétences entre le Conseil fédéral, le Parlement, le Commandement de l'armée... sans parler du fédéralisme et du rôle essentiel des cantons;
- Parce que la perte du contrôle démocratique est évidente; dans le fond l'armée de milice appartient au peuple, ce qui n'est plus le cas avec une armée professionnelle;
- Parce que la disparition de l'implication du citoyen dans le destin collectif est gravissime;
- Parce que le recrutement sera irréalisable en suisse en particulier sur le plan qualitatif. A ce sujet. regardez ce qui se passe dans les pays qui ont renoncé à la conscription (Espagne, France, Suède, Allemagne, Belgique): partout le même constat... une quasi faillite du recrutement;
- Parce que le financement serait lui aussi très problématique, s'agissant d'assumer les salaires 365 jours par an, pour un effectif de... allez 30'000 ho, vous consommez 3 milliards avant même d'avoir acheté la moindre veste ou pantalon;
- Parce que l'effectif nécessaire au profil de prestations ne pourra jamais être financé
- Parce qu'une armée professionnelle manque de souplesse; autrement formulé, qu'en faites-vous 365 jours par an?
- Parce que la doctrine liée à une armée professionnelle implique une projection d'une partie des moyens sur des théâtres d'opérations à l'étranger, à l'instar de ce que tous les pays qui ont abandonné la conscription ont réalisé. Pensez-vous avoir une chance, une seule devant le peuple avec cette option d'engagement au delà de nos frontières politiques?

Et puis, n'omettons pas dans un cas comme dans l'autre, ou dans l'hypothèse d'un mélange des deux, que ce qui fait la force de la milice c'est la capillarité entre les savoirs, les savoirs faire et les savoirs être civils et militaires, et inversement. Cela n'a pas de prix dans un petit pays comme la Suisse.

Notre engagement citoyen 2013

Pour toutes ces raisons la Société suisse des officiers ne restera pas les bras croisés, et produira son effort principal en 2013 sur cette campagne anti initiative du GSsA et vous incite à en faire de même. Nous devons sortir du syndrome de la majorité silencieuse et nous faire entendre en qualité de citoyens responsables.

Quel que soit votre grade, votre fonction, votre âge, homme, femme, vous pouvez vous engager en soutenant financièrement la campagne. A ce titre vous avez certainement été sollicité et je vous remercie chaleureusement pour votre appui. Si tel ne devait pas être le cas et que vous souhaitez nous soutenir vous pouvez verser vos dons à la Fondation des officiers de l'armée suisse à l'adresse suivante:

Stiftung der Offiziere der Schweizer Armee, Bielstrasse 12, 4500 Soleure. UBS Soleure/ IBAN : CH380026226210411901K

Mais l'argent n'est pas tout, nous avons besoin de vous dans les comités cantonaux. Vous trouverez toutes les informations sur le site internet de la campagne (ouverture en janvier 2013) ou alors auprès des présidents des sections cantonales d'officiers. Nous avons besoin de chacune et de chacun, et ce n'est qu'un début car en 2014 il va falloir remettre le couvert avec la lutte contre le probable référendum contre le *Gripen*.

Puis se posera la question de la stratégie par rapport à l'équilibre entre ressource et prestations. Il est utile de rappeler ici que la SSO a fixé la ligne rouge à 100'000 ho et 5 milliards. En dessous ce n'est, à nos yeux, pas acceptable.